

dans notre tour d'ivoire, je me place du côté des scientifiques, mais je n'adhère pas non plus complètement à l'idée d'une science au service de la société. Par contre, j'adhère complètement à une science au cœur de la société. Je crois que c'est ça qui est important. C'est ton message sur la façon de l'organiser, peut-être un peu trop strictement en trois phases. Mais l'idée est bien d'organiser ce dialogue de façon construite et responsable, avec l'ensemble des acteurs. Il n'y a pas que l'OCDE et le CESE à réfléchir à ces rapports science et société, sur ce dialogue science et société. Il y a une locution qui fait son chemin dans notre vie de tous les jours, au moins de chercheurs, on ne parle plus que de société de connaissance. Cela laisse un peu sceptique. Ulrike Felt, professeur de sociologie des sciences à l'université de Vienne va nous dire qu'il faut prendre ce concept au sérieux et comment l'Europe souhaite prendre cette notion de société de connaissance au sérieux.



ULRIKE FELT

Prendre la société de la connaissance au sérieux

Je vous remercie de m'avoir invitée à partager avec vous un rapport publié l'an dernier. Il est le résultat d'un an et demi de travaux d'un groupe d'experts sur la science et la gouvernance auprès de la direction « Science, Economie et Société » de la Commission européenne. J'en étais le rapporteur et je vais vous en présenter les idées principales.

« Prendre la société de la connaissance au sérieux » est le titre que nous avons choisi afin d'éviter le piège d'une simple déconstruction du concept de société de la connaissance – sur lequel se fonde le discours de la politique scientifique européenne – qui conclurait que le problème réside dans l'idée même. Nous avons plutôt cherché à réfléchir aux conséquences une prise en compte sérieuse de cette idée. Quelles seraient les conséquences d'une société de la connaissance sur nos actions, notre compréhension des sociétés contemporaines ainsi que sur l'imagination de nos futurs technoscientifiques ?

Le point de départ de notre travail, tel que spécifié dans notre mandat, a été de savoir comment réagir, du point de vue des décideurs politiques, face à un malaise du public par rapport aux développements technoscientifiques. D'autant que le mandat affirmait que ce malaise semblait résister à tous les efforts pour le dissiper. Les efforts de communication pour convaincre le public du rôle central de la science dans les sociétés d'aujourd'hui n'empêchaient pas la remise en question de l'expertise technoscientifique en tant qu'agent-clé dans les décisions politiques. Prenant ce diagnostic comme point de départ, le défi posé au groupe était de repenser l'engagement de la société civile démocratique dans la gouvernance de la science en Europe. L'idée était de rassembler des connaissances acquises par des chercheurs dans le domaine STS (science, technologie, société) pour évaluer les défis actuels et débattre des stratégies futures concernant la science et sa gouvernance.

« Prendre au sérieux la société de la connaissance » conduisait à se demander : où se situent les grands problèmes qu'il faut aborder et comment organiser leur résolution ? Cependant, le rapport ne devait pas aboutir à des recommandations de « *best practice* » en ce qui concerne science et gouvernance. Il s'agissait plutôt de montrer les enchevêtrements complexes entre science et société et leur profond enracinement dans nos cultures. Le rapport visait donc plutôt à offrir des options pour repenser la situation.

En conséquence, nous avons abordé la question de science et gouvernance à travers les notions-clés employées dans les discours des décideurs politiques européens.

Nous avons identifié quatre notions à approfondir : l'innovation, son orientation, sa distribution ; le risque et la science, ainsi que sa dimension normative ; l'éthique, la politique normative européenne et le rôle des experts ; et enfin les publics européens, leurs formations, performances et rencontres.

Dans le processus de discussion, deux thèmes transversaux ont émergé. Premièrement, la question se posait de savoir comment nous apprenions en tant que société et que signifiait l'apprentissage dans le contexte d'une société européenne de la connaissance. Deuxièmement, nous nous sommes rendu compte qu'il fallait prêter une grande attention à ce que nous avons appelé les « imaginaires » et les narratifs dominants car ils sont le cadre de tous nos futurs potentiels : ils sont des lieux d'articulation entre les idées plus générales de progrès et les développements technoscientifiques. Ainsi, le rapport s'est fixé comme but de contribuer à une conceptualisation différente et plus large des questions en jeu dans le domaine science et gouvernance en Europe, et d'offrir un point de départ pour la construction d'une société de la connaissance plus robuste, ouverte et durable.

50

Savons-nous dialoguer ?

Commençons par la notion de l'innovation. En fait, on peut identifier deux manières distinctes d'aborder la question de l'innovation. D'une part, nous vivons dans ce que nous appelons « une économie de promesses technoscientifiques ». Dans un tel régime d'innovation, on focalise sur des résultats financiers à court terme donc impliquant une vision assez étroite d'un développement technoscientifique et sociétal. D'autre part, prendre au sérieux la société de la connaissance implique d'imaginer des formes d'innovation plus distribuées comprenant des modes d'expérimentation plus collectifs, c'est-à-dire « inventer » de nouvelles formes de collaborations entre acteurs économiques, scientifiques et sociaux. L'enjeu consiste à développer des modes de cohabitations fructueuses de ces deux régimes de l'innovation dans notre société. Une politique d'innovation avec pour seul motif « plus d'innovation et plus rapidement » comme le suggère la rhétorique politique dominante n'est donc plus acceptable, il faut aussi et surtout repenser à l'orientation que les innovations prennent. Cependant, notre réflexion était aussi dirigée vers la distribution de l'innovation, vers l'importance qu'il y a à impliquer des acteurs multiples et à considérer comme une réussite une plus grande variété de choix innovateurs. Il s'agit donc d'une promotion de la diversité, prônant une approche plus expérimentale et testant différentes options au lieu d'investir uniquement dans quelques orientations assez étroitement prédéterminées. Bref, nous suggérons de moins focali-

ser sur l'objectif des 3 % du PIB pour la R&D en tant que tel, et de s'interroger davantage sur ce qu'on veut en faire. Ceci signifie de ne pas suivre une simple logique d'augmentation, mais de réfléchir sur la direction que l'on prend, sur les manières de produire des innovations ainsi que sur les acteurs et les valeurs impliquées. Finalement, il est essentiel de passer de la gouvernance du risque à la gouvernance de l'innovation. Ceci implique de voir le processus de l'innovation comme un tout, de poser des questions plus larges et ne pas seulement focaliser sur des risques potentiels qui pourront émerger au bout de la chaîne de l'innovation.

L'argumentaire qui suit regroupe deux des lignes de réflexion : risque et éthique, les deux étant des discours hautement normatifs. Bien que la façon institutionnalisée d'aborder le risque soit fortement basée sur la science, il faut être conscient que les valeurs jouent un rôle primordial dans ce domaine. Le risque est donc étroitement lié à des questions normatives et les connaissances technoscientifiques seules ne peuvent en aucun cas apporter une solution. Il faut ainsi remettre en question la philosophie sous-jacente et les catégories (qu'on prend souvent comme allant de soi) qui régissent notre culture institutionnelle quant à la manière de traiter les problèmes liés au risque. La science du risque doit alors trouver sa place dans les débats politiques et normatifs. D'autre part, analysant les problèmes d'éthique et science, il faut s'interroger sur

le débat concernant le partage des valeurs fondamentales en Europe. Les controverses autour des cellules souches, par exemple, nous ont montré des positions très diverses en Europe ainsi que des frontières assez rigides entre les différents systèmes de valeurs. Donc il est nécessaire de s'interroger où nous mènera un tel débat sur « une éthique européenne » ? Comment allons-nous aborder la tension entre une idéologie du « progrès rapide » omniprésente dans le discours politique européen et une « réponse démocratique lente » ? Est-ce un problème ? Et pour qui ? Néanmoins, il ne faut pas non plus ignorer la manière dont les questions d'éthique sont abordées en pratique. L'éthique a été mise en place comme un domaine d'experts, laissant très peu de place à la participation citoyenne. En outre, dans le contexte de science et gouvernance, la relation entre l'opinion éthique des groupes d'experts et les règlementations juridiques mises en place reste souvent bien opaque. C'est pourquoi le grand défi consiste à ouvrir le processus dans lequel les questions d'ordre éthique sont articulées et les réponses recherchées, en direction d'une participation plus large, bien au-delà d'une délibération d'experts. En résumé, concernant risque et éthique, il convient de mettre en place des processus plus ouverts et permettant une créativité plus large pour traiter ces questions très complexes.

L'orateur précédent a déjà abordé la problématique concernant les notions de « public », de « société », etc. utilisées pour dé-

nommer les partenaires de la science. Deux points semblent essentiels à retenir ici. On constate premièrement dans le discours politique un mouvement de l'éducation par la science vers l'engagement et le dialogue avec la science. Toutefois, en observant la réalisation des projets de consultation, par exemple, on découvre que l'éducation du public est restée un objectif primordial, ne « permettant » aux citoyens de participer à la définition et à la résolution des problèmes qu'après avoir été informés sur le plan scientifique. Aussi le tournant vers l'engagement et le dialogue ne signifie pas nécessairement que le « citoyen expert » est devenu une figure acceptée à part entière ni que le modèle de l'éducation par la science a disparu. Deuxièmement, il est essentiel d'admettre - et ceci ouvre la question de la responsabilité - que les publics ne font pas simplement qu'exister mais qu'ils sont formés et transformés au cours de ces exercices d'engagement, lorsqu'on leur attribue les rôles de citoyens ordinaires, « stakeholders », patients ou consommateurs.

En ce qui concerne le public et son rôle en tant qu'agent dans la gouvernance, le rapport introduit des différenciations importantes. Premièrement, une distinction entre les participants invités et ceux qui ne le sont pas est opportune. Notamment dans le cas des OGM, les participants non invités ont souvent suscité des changements plus importants que ceux qui étaient invités. Deuxièmement, une distinction entre arènes publiques et privées semble pertinente et

mène à s'interroger sur l'accès au dialogue et à la participation ? Troisièmement, il faut prendre en considération le fait de savoir si les participants sont conceptualisés en tant que citoyens ou « stakeholders ». Dialoguer avec ces derniers sous-entend l'existence de différents groupes d'intérêts clairement délimités et disposant du droit de parler au nom de la société au sens large. Et quel rôle attribue-t-on à ceux qui n'ont pas accès à ces groupes et à qui la parole n'est pas donnée ? Quatrièmement, le moment où la participation entre en jeu est décisif. Finalement, et en revenant aux remarques antérieures, il faut savoir si la délibération porte sur une question de risque ou sur l'innovation plus généralement. En outre, il faut aussi tenir compte du fait que « le public » porte souvent une vision assez nuancée, avec des variations culturelles très importantes, quant au moment et la forme sous laquelle une participation pourrait avoir du sens. Par conséquent, il faut tenir compte de la place politique que peuvent occuper ces types de participation dans une culture techno-politique donnée et se poser la question de savoir quelles décisions sont effectivement ouvertes à l'égard d'une délibération citoyenne.

Avant de conclure, quelques brèves remarques concernant l'apprentissage et les « imaginaires ». Une des caractéristiques des communications technoscientifiques est leur tendance à masquer les conditions de production du savoir, à cacher les contingences du savoir scientifique. Cependant, rendre visible les connexions entre le savoir et ses

contextes semble essentiel pour mieux comprendre comment nos imaginaires de l'avenir guident nos choix scientifiques. De plus, il faut admettre que l'apprentissage nécessite souvent un « désapprentissage », c'est-à-dire prendre acte que mettre l'accent sur certaines façons de penser empêche la prise en compte d'autres conceptions du monde et réduit ainsi nos choix possibles. Finalement, le fait d'avoir construit nos sociétés contemporaines sur les sciences et les technologies signifie qu'elles sont de fait devenues des laboratoires. En conséquence, notre rapport est un appel pour une expérimentation plus collective ainsi qu'une participation sociétale plus large pour décider quelles sortes d'expériences nous sommes prêts à mener et quel genre de protocole à suivre.

Pour revenir aux « imaginaires » et aux grands narratifs, nous avons souligné leur pouvoir - souvent sous-estimé - à définir tacitement les horizons d'action possible et acceptable dans une société de la connaissance. Ils imposent un certain ordre, ils distinguent les questions importantes de celles qui sont superflues, ils différencient entre acteurs et non acteurs. Ces « imaginaires » et narratifs sont historiquement enracinés et il nous faut donc comprendre notre passé et son lien avec des futurs potentiels. Donc, l'intensification de la communication des décideurs politiques sur les sciences et les technologies peut être interprétée comme un besoin de produire un récit dominant de l'avenir de l'Europe, ce qui limite les possibilités d'imaginer des futurs alternatifs.

Ces grands narratifs européens traitent de vitesse et de progrès exprimant toujours la crainte d'être rattrapés ou même dépassés par d'autres. Ils tournent autour de l'objectivité et de la rationalité de la science laissant peu d'espace à d'autres formes de connaissances et d'explications. Ils abordent la question du public souvent sous forme d'un problème voyant rarement les citoyens comme une ressource riche en expérience et en imagination. Enfin, ils imposent un récit d'échecs qui focalise uniquement sur la nature imprévue des conséquences, sans tenir compte de la complexité du processus d'innovation. Nous devons, de ce fait, nous interroger sur ces narratifs et « imaginaires » qui sous-tendent les politiques scientifiques et technologiques et, ménager de l'espace pour développer des alternatives.

En conclusion, je tiens à rappeler que les problèmes politiques à traiter ne sont jamais simplement donnés. Leur substance, leur signification et leurs implications pour notre société sont construites essentiellement par l'homme. Par conséquent, il faut que nous en assumions la responsabilité et que nous fassions des choix plus collectifs sur ce qu'est un problème et comment le résoudre, et évidemment, il n'y a pas UNE meilleure façon de faire. Je souhaite conclure que le fait d'élargir notre compréhension du processus d'innovation - c'est-à-dire considérer les contingences de notre savoir pour mieux comprendre ce que la science peut apporter ; de reconnaître les dimensions normatives du risque et de l'éthique ; d'engager

les citoyens dans la prise de décision et être plus attentifs aux « imaginaires » et aux narratifs qui en forment la base - pourrait effectivement contribuer à construire une forme plus ouverte, robuste et durable de la société de la connaissance en Europe. Je vous remercie de votre attention.

JEAN JOUZEL

Merci, Ulrike Felt, pour avoir dressé un tableau très complet de cette vision européenne. C'est clair que l'Europe joue un rôle clé, elle crée une communauté scientifique. Et la façon d'établir le dialogue au niveau européen, disons de le décliner chez nous, est très importante. Ce développement de l'innovation, ce rôle de l'expertise, de l'éthique, des rapports entre science et démocratie, tout cela a été évoqué. Je propose que l'on prenne un peu de temps, pour quelques questions.

DE LA SALLE

Je représente la CGT dans cette instance. Je suis le responsable du collectif confédéral « recherche, enseignement supérieur, emploi ». Donc, en partant du débat très intéressant entre citoyens et partie prenante, je souhaite rebondir sur ce qu'a dit François Ailleret, et sur ce qu'a dit Jean-Pierre Alix. En partant du principe que cette conférence est d'une grande importance, effectivement, mais du point de vue de notre orga-

nisation, on se pose la question de savoir s'il n'aurait pas été intéressant d'équilibrer un peu plus les acteurs. Certes nous avons beaucoup de scientifiques de grand renom, mais si on veut effectivement avoir ce débat science et société, encore fallait-il que dans les interventions successives de ces deux jours, on ait des représentants de la société. Certes, François Ailleret, président de la section « activité productive, recherche et technologie » a fait le relais, d'une certaine manière, mais je pense qu'il aurait été souhaitable qu'on ait une plus grande diversité. Je termine par l'intervention de Jean-Pierre Alix, à propos de l'OCDE. Par le biais de mon organisation, je participe aux travaux de l'OCDE. Les parties prenantes n'y ont pas non plus toutes la même place. L'OCDE tient surtout compte de ce que peuvent dire les représentants des gouvernements, mais pas assez des acteurs sociaux. Une proposition que fait mon organisation, c'est que, effectivement, dans le cadre de l'OCDE, les acteurs sociaux autres que les chercheurs, que le monde scientifique, aient toute leur place.

JEAN-PIERRE ALIX

Vous avez raison. Votre critique est bonne. Il n'y a jamais assez de représentants de la société civile, des organisations syndicales, des ONG, etc. Et c'est une difficulté que nous avons à travers toute l'Europe. Je peux vous assurer que nous avons fait beaucoup d'efforts pour les contacter, pour les invi-

ter, avec l'idée qu'ils participeraient au débat lui-même, et vous avez le résultat que vous voyez aujourd'hui. N'exagérez pas tout de même, il n'y a pas que des scientifiques dans la salle. Il y a aussi beaucoup de personnes dont le métier est quelque part dans la politique scientifique, vous me direz c'est pas très loin, mais aussi quelque part dans la médiation entre science et société. Vous pourrez vous adresser à eux si vous le souhaitez. On fera mieux la prochaine fois.

Par rapport à l'état antérieur du débat, je pense qu'on progresse un peu. On manque peut-être aussi d'analyses sérieuses sur la façon d'impliquer les parties prenantes, les représentants de la société civile. Il faut qu'ils aient intérêt à agir, il faut qu'ils entrent dans un débat dans lequel leur point de vue sera pris en compte. Le Grenelle de l'environnement qui vient de se dérouler est un assez bon exemple. J'ai d'ailleurs compris, dans une discussion avec Mme Pécresse pour préparer cette conférence, qu'elle-même souhaitait lancer quelque chose de ce type. Elle nous a posé quelques questions précises : sur quels sujets sur lesquels il y aurait besoin d'un débat, quelles sont les méthodologies d'un débat, comment rendre ce débat européen, l'aérer par des échanges, etc. Maintenant je pense que nous sommes tous responsables de cela. Vous et nous.

Sur la question posée à l'OCDE, son statut international veut que les gouvernements qui y siègent donnent les ordres. Il est donc normal que l'OCDE s'adresse ensui-

te aux gouvernements dans les formes qui leur permettent d'être efficaces. Je voudrais quand même souligner deux choses un peu nouvelles dans ce groupe de travail : ce sujet lui-même constitue une ouverture au dialogue avec la société, et je trouve positif que l'OCDE s'en préoccupe. Je signale d'ailleurs au passage que la Fondation européenne de la science fera un exercice analogue l'année prochaine. Pourquoi avoir tous ces dispositifs de travail ? La question « science en société » n'est pas une question naturelle, dans nos systèmes. Parce qu'ils se sont construits historiquement de deux façons. La première a été, depuis 1945 : prenons les excellents, donnons-leur de l'argent, et ils produiront. C'est le modèle classique. Le second, dans les années 70, marque le début de la globalisation, la recherche y est une partie de l'avantage compétitif dans la compétition économique. Les firmes se dotent de cellules ou de services pour la recherche. Tous les pays développés du monde le font. Et il y a une question émergente, celle de l'opinion publique ou de la société, les termes sont à nouveau un peu flous, qui est montante, et sur laquelle il devient nécessaire de réfléchir, parce qu'on a des symptômes et des crises : OGM, etc. Mais ce n'est pas encore suffisamment expérimenté, suffisamment bien théorisé, suffisamment utilisable, pour que cela devienne un pilier complet des politiques scientifiques. C'est ce que nous essayons de faire : construire petit à petit, en discutant, de notre point de vue, de la responsabilité scientifique. Je pense que les idées vont avancer. Je pense que c'est une

obligation d'aller vers une nouvelle situation. Donc, aidez-nous !

ULRIKE FELT

Merci pour la question. Je trouve qu'elle est essentielle, car la plupart des débats restent hautement académiques et se situent sur un plan assez général. Il me semble aussi important de comprendre que tout le monde ne va pas débattre de « science et société », ni du côté du public, ni du côté des scientifiques. Et je trouve essentiel d'admettre que tout le monde a des intérêts dans certaines parties de la société uniquement. Il faut mettre en place des ouvertures à la participation, il faut créer des lieux et développer nos capacités de communication. Cependant, il ne faut pas imaginer qu'il y aura continuellement une sorte de débat de tous. N'oublions non plus que 90 % de la recherche reste complètement « hors du radar d'un regard public » et que l'attention est effectivement dirigée par les médias et d'autres acteurs sur une minuscule partie de ce qui se fait en recherche. Effectivement, le défi consiste à ne pas rester fixé uniquement sur les technologies, mais de s'interroger sur ce que la science nous offre comme mode d'explication et de réflexion, et de faire intervenir la participation pas seulement en cas de problème. La participation des citoyens devrait aussi avoir sa place dans les processus de création de possibilités. Je pense qu'il y a aussi un travail à faire en créant des lieux qui invitent à la participation et au dialogue.

DE LA SALLE

Monsieur le Président, je représente les Académies européennes. J'ai écouté avec beaucoup d'attention l'exposé remarquable de Mme Ulrike Felt. Elle a, je crois, soulevé des concepts importants. En particulier, ce concept d'alternatives culturelles, et de contingences scientifiques. Je comprends cela quant à l'utilisation politique, ou quant à l'application des sciences, pour que le public puisse comprendre, ou dans le cadre de l'éducation. Mais j'ai le sentiment que ce groupe abandonne un peu facilement l'universalité des sciences et de ses lois, en d'autres termes, les fondements mêmes de la science. Qu'en pensez-vous ?

ULRIKE FELT

Je crois qu'il faut effectivement tenir compte de la contingence culturelle dans la production du savoir. Ce n'est pas un abandon de l'idée de la science comme vous l'avez décrit. Il s'agit, en revanche, de comprendre que le savoir que nous produisons dans la science suit certaines conventions, implique certaines manières d'aborder un problème ainsi que des pratiques de résolution des problèmes. Tant que nous sommes d'accord sur ces points, nous sommes dans la position de produire du savoir sur le monde qui nous entoure. Mais cette compréhension partagée est profondément ancrée dans notre culture : comment nous posons des questions, validons un savoir ou quel évidence nous sem-

ble acceptable. Dire que le contexte est important ne veut pas dire qu'il n'y a pas de production de savoir commun ou qu'il n'y a pas de progrès. Il faut comprendre que la manière dont nous produisons du savoir est étroitement liée à nos choix concernant la manière de vivre dans ce monde. J'ai beaucoup travaillé avec des scientifiques, dans le cadre de mes propres recherches, pour voir comment ils font certains choix en termes de recherche. C'est tout à fait fascinant de voir comment ils intègrent leurs expériences personnelles et leurs imaginaires plus larges de l'environnement dans lequel ils se trouvent, et de constater les traces que cela laisse ensuite dans leur recherche. Je crois donc, personnellement, que nous devons partir du principe que poser certaines questions, trouver certaines réponses, est également une activité culturelle. Cela ne veut pas dire la dissolution de l'idée de la science, loin de là. Mais il faut admettre que l'universalisme auquel vous faites référence est une construction, que ce concept a une histoire, qu'il est né dans des conditions spécifiques et joue un rôle particulier dans l'avancement de la science. Donc, il est essentiel de comprendre les mécanismes de fonctionnement de la science et de gérer d'une manière créative les contingences auxquelles la recherche est confrontée.

DE LA SALLE

Je suis professeur à l'université de technologie de Compiègne, où je donne un cours

de communication scientifique. Je voulais vous rapporter une petite aventure qui m'est arrivée il n'y a pas très longtemps auprès de mes élèves ingénieurs. Je la trouve très instructive. Je leur ai distribué une étude de cas sur les nanotechnologies, où je leur ai demandé d'imaginer une réponse qui serait apportée par une société de cosmétiques qui serait justement face à des manifestations publiques de grande ampleur du fait de la découverte de présences de nanotechnologies dans certaines de ses crèmes solaires. J'ai eu un certain nombre d'exposés et de compte-rendu de mes étudiants. Et l'un d'entre eux a généré un débat très intéressant parmi mes étudiants. Une des réponses proposées a été de noyauter le milieu scientifique, de publier dans des revues scientifiques favorables à leur prise de position, et de faire du lobbying intensif auprès d'instances diverses et variées. Cela m'a donné un coup au moral, parce que j'ai passé un certain nombre d'heures à expliquer les mérites de la démocratie participative et le partage du savoir. Au bout du compte, je soumetts à votre réflexion la discussion que nous avons eue ensemble, qui était de se dire que finalement, s'ils en étaient arrivés à proposer ce type de solution, en prenant l'exemple de ce qui s'était passé sur le climat, c'est que finalement toute mon histoire de partage du savoir, de démocratie participative, ils n'y croyaient qu'à moitié. Parce que tous les jours, dans leur vie quotidienne, à la télévision, ils n'avaient pas vraiment le sentiment, même en tant qu'ingénieurs, futurs détenteurs de rôles importants dans diffé-

rentes entreprises, que tout le monde jouait le jeu. C'est également le sentiment que j'ai quand je participe à des débats publics avec la Commission nationale du débat public, où je vois l'intense méfiance de la totalité des parties prenantes qui sont autour de la table. Il me paraît donc extrêmement important de bien comprendre que si on veut arriver à mettre en place ces dispositifs de partage du savoir, de communication scientifique, il faut, à mon avis, profondément changer de paradigme sur un plan politique. Prendre cette question-là effectivement au sérieux, et donner des gages, en particulier à nos jeunes.

JEAN JOUZEL

Merci de votre témoignage. C'est parce qu'on a ce sentiment que parfois on vient de loin, que de notre côté nous avons proposé ce dialogue : merci à tous ceux qui sont intervenus. J'invite maintenant Jean-Gabriel Ganascia, qui est professeur de sciences informatiques à Paris-VI et l'une des chevilles ouvrières de la construction de cette conférence, à nous dire quelques mots de synthèse de la matinée et annoncer les ateliers qui suivront.